

(1)

(N° 51.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1911.

Projet de loi approuvant la Convention consulaire conclue, le 21 août 1911,
entre la Belgique et la République de Bolivie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur, d'après les ordres du Roi, de soumettre à vos délibérations le projet de loi, ci-joint, portant approbation de la Convention consulaire conclue le 21 août 1911 entre la Belgique et la République de Bolivie.

Cette Convention, qui a pour objet de déterminer d'une manière positive les droits, privilèges et immunités des agents consulaires des Parties contractantes, ainsi que les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, est conforme aux arrangements de l'espèce intervenus avec d'autres États en ces dernières années.

J'ai la confiance, Messieurs, que l'acte du 21 août 1911 pourra recevoir prochainement votre approbation.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention consulaire conclue, le 21 août 1911, entre la Belgique et la République de Bolivie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention consulaire conclue, le 21 août 1911, entre la Belgique et la République de Bolivie sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1911.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van de Consulaire Overeenkomst, op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

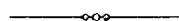
EENIG ARTIKEL.

De op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten Consulaire Overeenkomst zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ November 1911.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,



(3)

CONVENTION

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE,

également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur CHARLES LE VIONNOIS, Chargé d'Affaires de Belgique près le Gouvernement de Bolivie ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE :

S. E. Monsieur le Docteur CLAUDIO PINILLA, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye, Ministre d'État au Département des Relations Extérieures.

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes sans l'être également à toute autre Puissance.

ART. 2.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement dans les États de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée. Lesdits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le Gouverne-

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS Y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE BOLIVIA,

animados igualmente del deseo de determinar con toda la extensión y la claridad posibles, los derechos, privilegios é inmunidades reciprocas de los Agentes Consulares de sus respectivos países, así como sus funciones y las obligaciones á las cuales estarán sometidos, han resuelto concluir una Convención Consular y han nombrado sus Plenipotenciarios, á saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS,

al señor CARLOS LE VIONNOIS, Encargado de Negocios de Bélgica ante el Gobierno de Bolivia;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE BOLIVIA,

al Exemo. Señor doctor don Claudio PINILLA, Miembro de la Corte Permanente de Arbitraje de la Haya, Ministro de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores.

Los cuales, después de haber cambiado sus plenos poderes respectivos, que hallaron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

ART. 1.

Cada una de las Altas Partes Contratantes consiente en admitir Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares en todos los puertos, ciudades y lugares, excepción hecha de las localidades en donde hubiere inconveniente para admitir á tales agentes.

Sin embargo, esta reserva no será aplicada á una de las Altas Partes Contratantes, sin serlo igualmente á cualquiera otra Potencia.

ART. 2.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Cónsulares de cada una de las dos Altas Partes contratantes gozarán reciprocamente en los Estados de la otra, de todos los privilegios, exenciones é inmunidades de que gozan los agentes del mismo rango y de la misma calidad de la nación más favorecida. Dichos agentes, antes de ser admitidos al ejercicio de sus funciones y de gozar de las inmunidades que les son inherentes, deberán presentar una Patente en la forma establecida por las leyes de sus res-

ment territorial de chacune des deux Hautes Parties contractantes leur délivrera, sans aucuns frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et l'exequatur obtenu, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente Convention.

ART. 3.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les a nommés, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime qualifié et puni comme tel par la législation locale ; ils seront exempts du logement militaire, de tout service tant dans l'armée régulière de terre ou de mer, que dans la garde nationale ou civique ou milice ; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'État, des provinces ou des communes, et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'État où lesdits agents exercent leurs fonctions. Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque lesdits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

ART. 4.

Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'État qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera par écrit à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle devra lui demander son témoignage par écrit, ou se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Ledit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

ART. 5.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots : Consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire de Belgique ou de Bolivie.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays s'il s'y trouve une légation. Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 6.

Les chancelleries consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte. Elles ne pourront

pectivos países. El Gobierno territorial de cada una de las dos Altas Partes contratantes extenderá, sin gasto alguno, el exequatur necesario para el ejercicio de sus funciones, y obtenido el exequatur, gozarán de los derechos, prerogativas é inmunidades acordadas por la presente Convención.

ART. 3.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares, ciudadanos del Estado que los ha nombrado, no podrán ser arrestados preventivamente sinó en el caso de crimen, calificado y castigado como tal por la legislación local; estarán exceptuados del alojamiento militar y de todo servicio, tanto en el ejército regular de tierra ó de mar, como en la guardia nacional, civil ó en las milicias. Estarán también exentos de todas las contribuciones directas en beneficio del Estado, de las provincias ó de los municipios, y cuya percepción se efectúa por medio de listas nominales, á menos que ellas sean impuestas por razón de la posesión de bienes inmuebles ó sobre los intereses de un capital empleado en el Estado en que dichos agentes ejercen sus funciones. Esta exención no podrá, sin embargo, aplicarse á los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes Consulares que desempeñen una profesión, industria ó un comercio cualquiera; debiendo dichos Agentes estar sujetos en este caso, al pago de los impuestos fijados para los demás extranjeros que se hallen en las mismas condiciones.

ART. 4.

Cuando la Justicia de uno de los dos países tenga que recibir una declaración judicial ó deposición de un Cónsul General, Cónsul, Vice-Cónsul ó de un Agente Consular ciudadano del Estado que lo ha nombrado y que no ejerza ningún comercio, lo invitará por escrito á presentarse ante ella, y en caso de impedimento le demandará su declaración por escrito ó se trasladará á su habitación ó cancillería para obtenerla de viva voz.

El indicado Agente deberá satisfacer esta solicitud en el más breve término posible.

ART. 5.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares podrán colocar sobre la puerta exterior de sus cancillerías un escudo de armas de su nación con una inscripción que lleve estas palabras : « Consulado General, Consulado, Vice-Consulado ó Agencia Consular de Bélgica ó de Bolivia ».

Podrán también enarbolar la bandera de su nación, excepto en la capital del país donde se encuentre una legación. Así mismo podrán enarbolar el pabellón nacional en el buque en que se trasladen al puerto para el ejercicio de sus funciones.

ART. 6.

Las cancillerías consulares serán en todo tiempo inviolables. Las autoridades locales no podrán ocuparlas bajo ningún pretexto. No podrán en nin-

dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile, et si un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

ART. 7.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au Ministère des Affaires Étrangères en Belgique ou au Ministère des Affaires Étrangères en Bolivie, seront de plein droit admis à gérer, *par interim*, les affaires des postes respectifs; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

ART. 8.

Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Boliviens ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et jouiront des privilèges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

ART. 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'État, de la province ou de la commune des pays respectifs, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et la Bolivie, et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux.

S'il n'était pas fait droit à leur réclamation, lesdits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au Gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

ART. 10.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation, d'y procéder à l'examen des papiers de bord, au visa ou à la délivrance du manifeste de chargement, ainsi qu'à toutes les formalités de nature à faciliter l'expédition des navires.

gun caso revisar ni apoderarse de los papeles cerrados. Las cancillerías no podrán en ningún caso servir de lugar de asilo y si un Agente del servicio consular se halla comprometido por otros asuntos, los papeles que se relacionen con el Consulado serán guardados separadamente.

ART. 7.

En caso de fallecimiento, de impedimento ó de ausencia de los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares sus cancilleres ó secretarios después que su caracter haya sido notificado al Ministerio de Relaciones Exteriores de Bélgica ó al Ministerio de Relaciones Exteriores de Bolivia, serán admitidos de pleno derecho á manejar *ad interim* los negocios de sus puestos respectivos; gozarán durante su gestión temporal de todos los derechos, prerogativas é inmunidades acordadas à los titulares.

ART. 8.

Los Cónsules Generales, y Cónsules podrán en tanto que las leyes de su país les permitan, nombrar con aprobación de sus respectivos Gobiernos, Vice-Cónsules y Agentes Consulares en las ciudades, puertos y plazas comprendidas dentro de su jurisdicción. Estos agentes podrán ser elejidos indistintamente entre los belgas, los bolivianos ó los ciudadanos de otros países. Serán munidos de una patente regular y gozarán de los privilegios estipulados en esta convención en favor de los Agentes del servicio consular, sometiéndose á las excepciones especificadas en los artículos 3 y 4.

ART. 9.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Consules y Agentes Consulares tendrán el derecho de dirigirse á las autoridades judiciales ó administrativas sea del Estado, de la provincia ó de la comuna de los países respectivos en toda la extensión de su jurisdicción consular para reclamar contra toda infracción á los tratados ó convenciones existentes entre Bélgica y Bolivia y para proteger los derechos é intereses de sus nacionales.

Si su reclamación no fuese atendida, dichos Agentes en ausencia de un Agente diplomático de su país podrán recurrir directamente al Gobierno del país en el cual ejercen sus funciones.

ART. 10.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares de cada una de las Altas Partes contratantes tendrán el derecho de recibir en sus cancillerías, en su domicilio privado, en el de las partes y á bordo de los buques las declaraciones de los capitanes acerca de la tripulación de los navios de su país, de los pasajeros que se encuentran á bordo y de todo otro ciudadano de su nación. Examinarán los papeles de abordó, extenderán los manifiestos y facilitarán la expedición del buque.

Lesdits agents auront, en outre, le droit de dresser, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, les actes de naissance, de reconnaissance d'enfant naturel, de mariage, de divorce et de décès concernant les citoyens de leur pays, ainsi que tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions, copies ou traductions des actes dressés et des déclarations reçues en vertu des dispositions du présent article feront foi en justice comme le feraient les originaux eux-mêmes dans les tribunaux de Belgique et de Bolivie, pourvu qu'elles soient dûment certifiées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, munies de leur cachet officiel et revêtues des légalisations nécessaires.

ART. 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

ART. 12.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, il s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Dichos agentes tendrán, por otra parte, el derecho de levantar, conforme á las leyes y reglamentos de su país, en sus cancillerías ú oficinas, las actas de nacimiento, de reconocimiento de hijos naturales, de matrimonio, de divorcio y de los fallecimientos concernientes á los ciudadanos de su país, así como todos los actos civiles celebrados entre los ciudadanos de su país y los de los ciudadanos ú otros habitantes del país donde ellos residen, y aún los actos de estos últimos siempre que tengan relación con bienes situados ó negocios á tratar en el territorio de la nación á la cual perteneciere el Cónsul ó Agente ante el cual ellos se celebren.

Los certificados, copias ó traducciones de los actos dirigidos y de las declaraciones recibidas en virtud de las disposiciones del presente artículo harán fé en justicia como lo harían los originales mismos en los tribunales de Bélgica y de Bolivia siempre que ellos se hallen, debidamente certificados por los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes Consulares munidos de su sello oficial y revestidos de las legalizaciones necesarias.

ART. 11.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares respectivos estarán exclusivamente encargados de mantener el orden interior á bordo de los navios de comercio de su nación y conocerán solos de todos los diferendos que surgieren en mar ó en los puertos entre los capitanes, oficiales y hombres de la tripulación por cualquier título y especialmente por el arreglo de salarios y ejecución de contratos recíprocamente consentidos.

Las autoridades locales no podrán intervenir más que cuando los desórdenes surgidos sean de naturaleza que turbe la tranquilidad y el orden público en tierra ó en el puerto ó cuando una persona del país ó que no forme parte de la tripulación se halle comprometida.

En todo otro caso las autoridades precitadas se limitarán á prestar apoyo á los Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes Consulares si son requeridos para arrestar y conducir á prision á todo individuo inscrito en el rol de la tripulación, cada vez que por cualquier motivo dichos Agentes lo juzgaren conveniente.

ART. 12.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares podrán hacer arrestar á los oficiales, marineros y á toda otra persona que forme parte de la tripulación, á cualquier título que sea, de los navios de guerra ó de comercio de su nación que sean sindicados ó acusados de haber desertado de dichos navios, para volverlos á bordo ó trasladarlos á su país. A tal efecto se dirigirán por escrito á las autoridades locales competentes de los países respectivos y les harán también por escrito demanda de sus desertores, justificando con la presentación de los registros del buque ó del rol de la tripulación ó por otros documentos oficiales que los hombres que reclaman hacían parte de la tripulación aludida.

Sur cette seule demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

ART. 13.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

ART. 14.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes de Bolivie et des navires boliviens sur les côtes de Belgique seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique en Bolivie, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Bolivie en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

A tal demanda, así justificada, la entrega de los desertores no les podrá ser rehusada, á menos que se pruebe debidamente que eran ciudadanos del país donde la extradición se reclama al momento de su inscripción en el rol. Les será dada toda ayuda y protección para la busca, captura y arresto de estos desertores que serán detenidos y custodiados en las prisiones del país á la requisición y gastos de los Cónsules, hasta que hayan encontrado una ocasión para hacerlos partir. Sino se presentase esta circunstancia en el término de dos meses á partir del día del arresto, los desertores serán puestos en libertad y no podrán ser retenidos más por la misma causa.

Si el desertor hubiese cometido algún delito, su extradición será diferida hasta que el Tribunal competente haya dictado su sentencia y se haya llevado á debido efecto.

Art. 13.

A menos de estipulaciones contrarias entre los armadores, cargadores y aseguradores, todas las averías ocurridas en el mar á los navios de los dos países, sea que ellos arriben voluntariamente al puerto ó sea que se encuentren en descanso forzado, serán reglamentadas por los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes Consulares de los países respectivos.

Si los habitantes del país ó los ciudadanos de una tercera nación se encontrasen comprometidos en dichas averías y las partes no pudiesen entenderse amigablemente, será de derecho el recurso á la autoridad local competente.

Art. 14.

Todas las operaciones relativas al salvamento de los navios belgas naufragados en las costas de Bolivia y de los navios bolivianos sobre las costas de Bélgica, serán respectivamente dirigidas por los Cónsules Generales, Cónsules y Vice-Cónsules de Bélgica en Bolivia y por los Cónsules Generales, Cónsules y Vice-Cónsules de Bolivia en Bélgica y hasta su arribo, por los Agentes Consulares correspondientes allí donde existiere una Agencia; en los lugares y puertos donde no existiere Agencia, las autoridades locales mientras el arribo del Cónsul en cuya jurisdicción hubiese tenido lugar el naufragio y que deberá ser inmediatamente notificado, tomarán todas las medidas necesarias para la protección de los individuos y conservación de los efectos del naufragio.

Las autoridades locales no podrán intervenir fuera de esto más que para mantener el orden, garantizar los intereses de los salvadores, si ellos son extraños á las tripulaciones naufragadas, y asegurar la ejecución de las disposiciones á observar para la entrada y salida de las mercaderías salvadas.

Es bien entendido que estas mercaderías no estarán sujetas á ningún derecho de aduana á menos que se destinen al consumo en el país en que el naufragio hubiese tenido lugar.

La intervención de las autoridades locales en estos diferentes casos, no ocasionará gastos de ninguna clase, fuera de aquellos á que dieren lugar las operaciones de salvamento y conservación de los objetos salvados, así como á los gastos á que serian sometidos en caso parecido los navios nacionales.

Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions concernant la revendication, la remise ou la vente desdits objets ainsi que pour les dépenses de sauvetage et de conservation.

. ART. 15.

En cas de décès d'un Belge en Bolivie ou d'un Bolivien en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera ledit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais, de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ART. 16.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera obligatoire pendant dix ans à partir du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de foi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention en double original, en français et en espagnol, et y ont apposé leurs cachets, à La Paz, le vingt et un août mil neuf cent onze.

(L. S.) Ch. LE VIONNOIS.

(L. S.) Claudio PINILLA.

Los habitantes del país que se encontrasen interesados en los objetos salvados podrán recurrir á la autoridad local competente para todas las cuestiones concernientes á la reivindicación, remisión ó venta de dichos objetos así como para los gastos de salvamento y conservación.

ART. 15.

En caso de fallecimiento de un Belga en Bolivia ó de un Boliviano en Bélgica, las autoridades locales competentes deben inmediatamente dar aviso al Cónsul General, Cónsul, Vice-Cónsul ó Agente Consular el más próximo de la nación á la cual el difunto pertenece; estos de su parte deben dar el mismo aviso á las autoridades locales cuando ellos sean los primeros en ser informados del suceso.

La autoridad competente completará dicho aviso por la remisión en debida forma y sin gastos del acta del fallecimiento.

En caso de incapacidad ó ausencia de los herederos ó ausencia de los ejecutores testamentarios, los agentes del servicio consular juntamente con la autoridad local competente tendrán derecho, conforme á las leyes de sus países respectivos, para ejecutar todos los actos necesarios á la conservación y administración de la sucesión, especialmente para fijar y levantar los sellos, formar el inventario, administrar y liquidar la sucesión, en una palabra, para tomar todas las medidas necesarias para resguardar los intereses de los herederos, salvo el caso de contiendas las cuales deberán resolverse por los tribunales competentes del país donde la sucesión se abra.

ART. 16.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones serán cambiadas tan pronto como sea posible.

La Convención se pondrá en vigor un mes después del cambio de las ratificaciones y permanecerá obligatoria durante diez años á partir del día de puesta en vigencia.

En el caso en que alguna de las dos Altas Partes Contratantes no hubiese notificado doce meses antes de la expiración del término su intención de hacer cesar los efectos de la Convención, ésta permanecerá obligatoria hasta la conclusión de un año á partir del día en que una ú otra de las Altas Partes contratantes hubiese notificado su expiración.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado la presente Convención, en doble ejemplar, en francés y español, y sellado con sus respectivos sellos, en La Paz, á veintiuno de Agosto de mil novecientos once.

(L. S.) Ch. LE VIONNOIS.

(L. S.) Claudio PINILLA.



(16)

(1)
(N^o 31.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1911.

Wetsontwerp tot goedkeuring van de Consulaire Overeenkomst,
op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Naar 's Konings bevelen, heb ik de eer U ter behandeling bijgaand ontwerp van wet voor te leggen, waarbij wordt goedgekeurd de Consulaire Overeenkomst, op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten.

Deze Overeenkomst, waarbij de stellige bepaling wordt beoogd van de rechten, voorrechten en vrijdommen van de agenten van den consulaire dienst der verdragsluitende partijen, zoomede de verplichtingen welke hun in de beide landen zullen opgelegd zijn, luidt in denzelfden zin als de schikkingen van gelijken aard, in deze laatste jaren met andere Staten getroffen.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat de akte van 21 Augustus 1911 eerlang uwe goedkeuring zal verwerven.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention consulaire conclue, le 21 août 1911, entre la Belgique et la République de Bolivie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention consulaire conclue, le 21 août 1911, entre la Belgique et la République de Bolivie sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1911.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van de Consulaire Overeenkomst, op 21 Augustus 1911, tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 21 Augustus 1911 tusschen België en de Republiek Bolivia gesloten Consulaire Overeenkomst zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ November 1911.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,



OVEREENKOMST

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK BOLIVIA,

gelijkelijk verlangende zoo breed en duidelijk mogelijk de wederkeerige rechten, voorrechten en vrijdommen der wederzijdsche consulaire agenten te bepalen, alsmede dezer ambt en de verplichtingen welke hun in de beide landen zullen opgelegd zijn, hebben beslist eene consulaire overeenkomst te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer CHARLES LE VIONNOIS, Zaakgelastigde van België bij de Regeering van Bolivia ;

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK BOLIVIA :

Z. E. den Heer Doctor CLAUDIO PINILLA, Lid van het Bestendig Hof van Scheidsgerecht te 's Gravenhage, Staatsminister bij het Departement van Buitenlandsche Betrekkingen ;

Die, na elkander hunne wederzijdsche volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

Elke van beide Hooge Verdragsluitende Partijen stemt er in toe consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten toe te laten in alle havens en steden en op alle plaatsen, behalve daar waar zulke agenten bezwaarlijk toegelaten zouden kunnen worden.

Dit voorbehoud zal, echter, niet worden toegepast ten aanzien van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, indien het niet gelijkelijk geldt voor elke andere Mogendheid.

ART. 2.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van elke der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zullen wederkeerig in de Staten der andere Partij al de voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen genieten,

welke aan de agenten van gelijken rang en van gelijke hoedanigheid der meest begunstigde natie zijn toegekend. De bedoelde agenten moeten, vooreer hun toegelaten wordt hun ambt waar te nemen en de daaraan verbonden vrijdommen te genieten, eenen aanstellingsbrief overleggen, opgemaakt zooals voorgeschreven is door de wetten van hun land. De inlandsche Regeering van elke der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zal hun, zonder eenigerlei kosten, het exequatur afleveren, dat noodig is tot waarneming van hun ambt, en eens het exequatur verkregen, zullen zij de rechten, voorrechten en vrijdommen genieten, welke bij deze Overeenkomst worden toegekend.

ART. 3.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten, burgers van den Staat die hen heeft aangesteld, kunnen niet in hechtenis worden genomen, tenzij in geval van misdaad, als zoodanig door de plaatselijke wetgeving benaamd en bestraft; zij zullen vrijgesteld zijn van inkwartiering, van allen dienst, zoowel in de geregelde land- of zeemacht als in de nationale wacht, burgerwacht of militie; zij zullen eveneens vrij zijn van alle rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat, de provinciën of de gemeenten, en die op naamlijsten geheven worden, tenzij deze worden opgelegd uit hoofde van het bezit van onroerende goederen of op de intresten van een kapitaal, gebruikt in den Staat waar de bedoelde agenten hun ambt vervullen. Deze vrijstelling zal echter niet kunnen worden toegepast op de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten die eenig beroep, eenige nijverheid of eenigen handel mochten drijven, daar de bedoelde agenten alsdan onderworpen moeten zijn aan de betaling van de lasten die elke andere vreemdeling, in dezelfde omstandigheden, verschuldigd is.

ART. 4.

Wanneer de rechters van een der beide landen eenige rechterlijke verklaring of getuigenis zullen te ontvangen hebben van eenen consul-generaal, eenen consul, eenen vice-consul of een consulaire agent, burger van den Staat welke hem heeft aangesteld, en die geenerlei handel drijft, zullen zij hem schriftelijk verzoeken vóór hen te verschijnen en, bij belet, zullen zij hem zijne schriftelijke getuigenis moeten vragen ofwel naar zijne woning of kanselarij moeten gaan, om ze mondeling te bekomen.

De bedoelde agent zal aan die vraag zoo spoedig mogelijk moeten voldoen.

ART. 5.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen boven de voordeur van hunne kanselarij een schild mogen plaatsen met het wapen van hunne natie, en een opschrift bevattende deze woorden : *Consulat général, Consulat, Vice-consulat* of *Agence consulaire de Belgique* of

de Bolivie (Consulaat-generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap van België of van Bolivia).

Zij zullen er ook het vaandel hunner natie mogen hijschen, behalve in de hoofdstad van het land, indien daar een Gezantschap gevestigd is. Zij zullen eveneens de nationale vlag mogen hijschen op de boot, die zij in de haven zullen nemen om hun ambt te vervullen.

ART. 4.

De consulaire kanselarijen zullen te allen tijde onschendbaar zijn. De plaatselijke overheid zal er onder geenerlei voorwendsel mogen binnendringen. In geen geval zal zij de papieren, die er berusten, mogen onderzoeken of in beslag nemen. In geen geval zouden de consulaire kanselarijen tot veilige wijkplaats mogen dienen, en indien een agent van den consularen dienst in andere zaken gewikkeld is, zullen de papieren, betreffende het consulaat, afzonderlijk worden bewaard.

ART. 7.

Bij overlijden, belet of afwezigheid van de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten, zullen hunne kanseliers of secretarissen, nadat hun officieel karakter zal zijn bekendgemaakt aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken in België of aan het Ministerie van Buitenlandsche Betrekkingen in Bolivia, met volle recht gemachtigd zijn tot tijdelijke waarneming van de zaken der posten; zoolang die tijdelijke waarneming duurt, zullen zij al de rechten, voorrechten en vrijdommen genieten, die aan de titularissen zijn toegekend.

ART. 8.

De consuls-generaal en de consuls zullen, in zoover de wetten van hun land hun zulks toelaten, met de goedkeuring van hunne Regeering vice-consuls en consulaire agenten mogen benoemen, in de steden en de havens en op de plaatsen, binnen hunnen werkkring gelegen. Deze vertegenwoordigers zullen, zonder onderscheid, mogen gekozen worden onder de Belgen, de Bolivianen of de burgers van andere landen. Zij zullen van een behoorlijken aanstellingsbrief voorzien worden en zullen de in deze Overeenkomst ten gunste van de agenten van den consularen dienst bepaalde voorrechten genieten, mits zij zich onderwerpen aan de uitzonderingen, bij artikelen 3 en 4 omschreven.

ART. 9.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen het recht hebben zich te wenden tot elke bestuurlijke of gerechtelijke overheid, van den Staat, de provincie of de gemeente van de wederzijdsche landen, binnen de geheele uitgestrektheid van hun consularen werkkring, om te klagen over elke overtreding van de tusschen België en Bolivia vigeerende verdragen of overeenkomsten, en om de rechten en de belangen hunner landgenooten te beschermen.

Mocht hunne klacht niet aanhoord worden, dan zullen de bedoelde agenten, bij afwezigheid van een diplomatieken vertegenwoordiger van hun land, zich rechtstreeks mogen wenden tot de Regeering van het land waar zij hun ambt vervullen.

ART. 10.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van elke der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben in hunne kanselarij, in hunne bijzondere woning, in die der partijen of aan boord van de vaartuigen, de verklaringen te ontvangen van den gezagvoerder en de manschap van de schepen van hun land, van de opvarende passagiers en van elken anderen burger hunner natie, er de scheepspapieren na te zien, de ladingsbrieven te teekenen of af te leveren, zoomede over te gaan tot al de formaliteiten die van aard zijn om de afzending der schepen te vergemakkelijken.

De bedoelde vertegenwoordigers zullen daarenboven het recht hebben in hunne kanselarij of hun kantoor, overeenkomstig de wetten en verordeningen van hun land, de akten op te maken van geboorte, van erkenning van een onecht kind, van huwelijk, van echtscheiding en van overlijden, betreffende de burgers van hun land, evenals alle conventioneele akten verleden tusschen burgers van hun land en burgers of andere inwoners van het land waar zij verblijven, en zelfs alle akten van laatstgenoemden, mits deze akten betrekking hebben op goederen gelegen of op zaken te behandelen binnen het grondgebied van de natie, waartoe behoort de consul of de agent, ten overstaan van wien zij worden verleden.

De expeditiën, afschriften of vertalingen van de krachtens de bepalingen van dit artikel opgemaakte akten en ontvangenverklaringen zullen in rechten gelden evenzeer als zulks het geval zou zijn met de oorkonden zelven vóór de rechtbanken van België en van Bolivia, mits zij behoorlijk gewaarmerkt wezen door de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten en voorzien wezen van dezer officieel zegel en van de noodige wettelijke bekrachtigingen.

ART. 11.

Alleen de wederzijdsche consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen belast zijn met de handhaving der inwendige orde aan boord van de koopvaardischepen hunner natie; zij alleen zullen kennis nemen van alle geschillen, die in zee zullen zijn ontstaan of die in de havens zullen ontstaan, onder de gezagvoerders, de stuurlieden en de manschap, om het even uit welke oorzaak, bijzonder voor de regeling van de loonen en voor de uitvoering van de wederzijds aangegane verbintenissen.

De plaatselijke overheid zal maar mogen tusschenbeide komen wanneer de ontstane wanorde van aard mocht zijn om de rust en de openbare orde aan land of in de haven te storen, of wanneer een persoon van het land of niet tot de manschap behoorende, er in betrokken zal zijn.

In alle andere gevallen zal voormelde overheid hare bemoeiing niet verder drijven dan tot alle hulpverleening aan de consuls en vice-consuls of consulaire agenten; indien zij door dezen daartoe aanzocht wordt, om elken persoon, voorkomende op de monsterrol, te doen aanhouden en naar de gevangenissen leiden, telkens als bedoelde vertegenwoordigers zulks om eene of andere reden gepast zullen oordeelen.

ART. 12.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen de stuurlieden, matrozen en alle andere personen behorende, in welke hoedanigheid ook, tot de manschap van de oorlogs- of koopvaardij-schepen hunner natie in hechtenis mogen nemen, als op hen de betichting of de beschuldiging weegt, dat zij van genoemde vaartuigen gedeserteerd zijn, om hen terug aan boord te zenden of naar hun land te vervoeren. Daartoe zullen zij zich schriftelijk wenden tot de bevoegde plaatselijke overheid van het land; zij zullen haar, schriftelijk, die deserteurs opvorderen en daarbij, door overlegging van de scheepsregisters of van de monsterrol of wel door andere officieele stukken, het bewijs leveren dat de opgevorderde lieden tot die manschap behoorden.

Op die enkele aldus gestaafde opvordering, zal de overlevering der deserteurs hun niet geweigerd kunnen worden, tenzij het behoorlijk is bewezen dat zij, ten tijde hunner inschrijving op de rol, burgers waren van het land waar de uitlevering wordt gevorderd. Hun zal alle hulp en bescherming worden verleend voor de opzoeking, de inhechtenisneming en de aanhouding dier deserteurs, die zelfs, op de vordering en op de kosten der consuls, in de gevangenhuizen van het land gevangen gehouden en bewaakt zullen worden, totdat die agenten eene gelegenheid hebben gevonden om ze te laten vertrekken. Mocht deze gelegenheid zich, echter, niet voordoen binnen eenen termijn van twee maanden, te rekenen van den dag der aanhouding, dan zouden de deserteurs op vrije voeten worden gesteld en, voor dezelfde zaak, niet meer aangehouden kunnen worden.

Mocht de deserteur eenig misdrijf begaan hebben, dan zou zijne uitlevering uitgesteld worden totdat de bevoegde rechtbank daarover heeft uitspraak gedaan en het vonnis zijne uitwerking heeft gehad.

ART. 15.

Tenzij bij andersluidende bepalingen tusschen de reeders, cargadors en assuradeurs, zal elke averij, op zee geleden door de schepen der beide landen, hetzij zij de haven uit vrijen wil aandoen, hetzij zij er uit nood verblijven, worden geregeld door de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten der wederzijdsche landen.

Indien nochtans inwoners van het land of burgers eener derde natie in de averij betrokken zijn en partijen niet in der minne kunnen overeenkomen, zoo zal het verhaal bij de bevoegde plaatselijke overheid een recht wezen.

ART. 14.

Al de verrichtingen betreffende de redding van de aan de kusten van Bolivia verongelukte Belgische schepen en van de aan de kusten van België verongelukte Boliviaansche schepen zullen wederzijds geleid worden door de consuls-generaal, consuls en vice-consuls van België in Bolivia en door de consuls-generaal, consuls en vice-consuls van Bolivia in België en, tot aan hunne komst, door de wederzijdsche consulaire agenten daar waar een agentschap bestaat; op de plaatsen en in de havens waar geen agentschap bestaat, zal de plaatselijke overheid, in afwachting van de komst van den consul binnen wiens werkkring het vaartuig is verongelukt en die dadelijk zal verwittigd worden, alle noodige maatregelen moeten nemen tot bescherming van de personen en tot bewaring van de zaken van het verongelukte vaartuig.

De plaatselijke overheid heeft overigens enkel op te treden om de orde te handhaven, om de belangen der redders te vrijwaren, indien dezen tot de manschap der verongelukte vaartuigen niet behooren; en om voor de uitvoering te zorgen van de bepalingen, welke hoeven in acht genomen ten opzichte van den in- en den uitvoer der geredde koopwaren.

Het zij wel verstaan, dat deze koopwaren aan geenerlei tolrecht zullen onderworpen zijn, tenzij zij bestemd zijn om verbruikt te worden in het land waar het vaartuig verongelukt is.

De tusschenkomst der plaatselijke overheid zal in die verschillende gevallen hoegenaamd geen kosten veroorzaken, buiten die waartoe de verrichtingen tot de redding en de bewaring der geredde voorwerpen mochten aanleiding geven, alsmede die waaraan, in dergelijk geval, de inlandsche schepen zouden onderworpen zijn.

De inwoners van het land die eenig belang mochten hebben in de geredde voorwerpen, zullen hunne toevlucht kunnen nemen tot de bevoegde plaatselijke overheid voor al de kwestien betreffende de terugvordering, de terhandstelling of den verkoop van bedoelde voorwerpen, alsmede voor de uitgaven voor de redding en de bewaring.

ART. 15.

Bij overlijden van eenen Belg in Bolivia of van eenen Boliviaan in België, moet de bevoegde plaatselijke overheid daarvan dadelijk kennis geven aan den dichtstbij zijnden consul-generaal, consul, vice-consul of consulairen agent van de natie waartoe de overledene behoort; dezen zullen, hunnezijds, dezelfde kennisgeving aan de plaatselijke overheid moeten doen, wanneer zij er het eerst van verwittigd worden.

Tot aanvulling van die kennisgeving, zal de bevoegde plaatselijke overheid kosteloos een in behoorlijken vorm opgestelde expeditie van de akte van overlijden afleveren.

Bij onbekwaamheid of afwezigheid van de erfgenamen of bij afwezigheid van de uitvoerders van den laatsten wil, zullen de agenten van den consu-

lairen dienst, samen met de bevoegde plaatselijke overheid, het recht hebben om overeenkomstig de wetten van hun land alle akten te doen die noodig zijn tot de bewaring en het beheer der nalatenschap, onder andere om de zegels te leggen en te lichten, de boedellijst op te maken, de nalatenschap te beheeren en te vereffenen, kortom om al de maatregelen te nemen die noodig zijn tot vrijwaring van de belangen der erfgenamen, doch niet waar geschillen mochten ontstaan, in welk geval daarover moet beslist worden door de bevoegde rechtbanken van het land, waar de nalatenschap openvalt.

ART. 16.

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden uitgewisseld zoo spoedig doenlijk.

Zij zal in werking treden eene maand na de uitwisseling van de akten van bekrachtiging en zal tien jaren van kracht blijven, te rekenen van den dag harer inwerkingtreding.

Ingeval geene van de beide Hooge Verdragsluitende Partijen, twaalf maanden vóór het vervallen van gezegd tijdsbestek, heeft kennis gegeven van haar voornemen om de uitwerking er van te doen ophouden, zal de Overeenkomst verbindend blijven tot één jaar verlopen is, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen ze zal hebben opgezegd.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden deze Overeenkomst in tweevoud hebben onderteekend, in het Fransch en in het Spaansch, en van hun zegel voorzien, te La Paz, den een en twintigsten Augustus negentienhonderd en elf.

(L. S.) (*Onderteekend*) : CH. LE VIONNOIS.

(L. S.) (*Onderteekend*) : CLAUDIO PINILLA.



(10)

(1)

(N° 31^{bis}.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1911.

GRANDE NATURALISATION.

Rapport fait, au nom de la Commission, par M. HORLAIT.

I.

N° 3275. — *Demande du sieur Henri-Olivier PONCIN.*

MESSIEURS,

Le sieur Poncin, né à Malmedy (Prusse), le 3 février 1851, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 21 janvier 1871, et est directeur d'un établissement industriel, à Liège.

Il est célibataire.

Il a été dispensé du service militaire en Allemagne, et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Il a obtenu, par arrêté royal du 22 janvier 1889, l'autorisation d'établir son domicile dans le Royaume.

Votre Commission estime que le sieur Poncin, remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

GRÉG. HORLAIT.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

NATURALISATION ORDINAIRE.

1° Rapports faits, au nom de la Commission, par M. DE BUE.

II.

N° 5004. — *Demande du sieur* Adrien-Joseph Brot.

MESSIEURS,

Le sieur Brot, né à Mauves (France), le 20 février 1879, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 26 janvier 1904 et exerce, à Molenbeek-Saint-Jean (Brabant), la profession d'instituteur.

Il est célibataire.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en France et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Brot remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

XAVIER DE BUE.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

III.

N° 3558. — *Demande de la dame* Françoise CANET.

MESSIEURS,

La dame Canet, née à Albens (France), le 19 décembre 1874, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 26 octobre 1902 et exerce à Etterbeek (Brabant) la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Canet remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

XAVIER DE BUE.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

IV.

N° 3494. — *Demande de la dame Marie-Louise COLLY.*

MESSIEURS,

La dame Colly, née à Aussois (France), le 16 décembre 1880, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 8 janvier 1904 et est religieuse infirmière à Molenbeek-Saint-Jean (Brabant).

Elle est célibataire et s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Colly remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

XAVIER DE BUE.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

V.

N° 3224. — *Demande de la dame Marie-Baptistine DAVID.*

MESSIEURS,

La dame David, née à Saint-Michel-de Maurienne (France), le 5 janvier 1885, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 25 avril 1903 et exerce, à Molenbeek-Saint-Jean (Brabant), la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame David remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

XAVIER DE BUE.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VI.

N^o 3337. — *Demande du sieur François WENZINER.*

MESSIEURS,

Le sieur Wenziner, né à Gross-Wetzdorf (Autriche), le 3 mars 1866, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 26 juillet 1893 et exerce, à Bruxelles, la profession de tailleur d'habits.

Il a épousé une femme de nationalité autrichienne et est père de quatre enfants.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en son pays d'origine et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Wenziner remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

XAVIER DE BUE.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

9^o Rapports faits, au nom de la Commission, par M. de KERCHOVE D'EXAERDE.

VII.

N^o 5145. — *Demande du sieur Jean-Anselme ADRIAANSEN.*

MESSIEURS,

Le sieur Adriaansen, né à Bladel (Pays-Bas), le 7 juillet 1878, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 27 juin 1904 et est vicaire à Veerle (Anvers).

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Hollande, et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Adriaansen remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VIII.

N° 3178. — *Demande de la dame Anne COHADE.*

MESSIEURS,

La dame Cohade, née à Chappes (France), le 19 décembre 1858, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 28 septembre 1901 et est religieuse à Soignies (Hainaut).

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Cohade remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

*Le Rapporteur,**Le Président,*

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

IX.N° 5293. — *Demande du sieur Emile-Achille-Gustave DE BADTS.*

MESSIEURS,

Le sieur de Badts, né à Groede (Pays-Bas), le 1^{er} mai 1862, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 13 avril 1884 et exerce à Anvers la profession de courtier maritime.

Il est marié et père de deux enfants, dont un est né en Belgique.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Hollande et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur de Badts remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

*Le Rapporteur,**Le Président,*

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

X.

N° 3133 . — *Demande du sieur* Corneille-Willibrord-François DE BRUYN.

MESSIEURS,

Le sieur de Bruyn, né à Rosendaël en Nispen (Pays-Bas), le 22 février 1862, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 3 janvier 1894 et exerce à Esschen (Anvers) la profession de brasseur.

Il a épousé une femme de nationalité belge et est père de huit enfants, nés en Belgique.

Il a satisfait aux obligations de la milice en Hollande et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881 .

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur de Bruyn remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

Le Président,

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XI.

N° 3533 . — *Demande de la dame* Jeanne-Valentine GÉRALD.

MESSIEURS,

La dame Gérald, née à Aix (France), le 4 novembre 1880, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 21 octobre 1904 et exerce à Molenbeek-Saint-Jean (Brabant) la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Gérald remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

Le Président,

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XII.

N° 3537. — *Demande de la dame Marie-Louise Antoinette SOUBRE.*

MESSIEURS,

La dame Soubre, née à Perpezat (France), le 31 mars 1879, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 17 septembre 1903 et exerce à Molenbeek-Saint-Jean (Brabant) la profession d'institutrice.

Elle est célibataire, et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Soubre remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

Le Président,

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIII.

N° 5127. — *Demande du sieur Guillaume-Charles VAN DER VELDEN.*

MESSIEURS,

Le sieur van der Velden, né à Delfshaven-Rotterdam (Pays-Bas), le 5 mars 1874, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il est fixé en Belgique depuis le 6 septembre 1898 et est prêtre à Hasselt.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Hollande et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur van der Velden remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

Le Président,

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIV.

N° 2397. — *Demande du sieur Joseph-Jean VAN HILST.*

MESSIEURS,

Le sieur van Hilst, né à Besoijen (Pays-Bas), le 13 mai 1870, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis 1904; il est prêtre à Hérenthals (Anvers).

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Belgique et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur van Hilst remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

*Le Rapporteur,**Le Président,*

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

5° Rapports faits, au nom de la Commission, par M. DU BUS DE WARNAFFE.

XV.

N° 3138. — *Demande de la dame Marguerite-Marie-Alice-Lucienne ARNAULD.*

MESSIEURS,

La dame Arnauld, née à Artonne (France), le 11 mars 1876, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 13 septembre 1901 et est religieuse à Soignies (Hainaut.)

Elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Arnauld remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

*Le Rapporteur,**Le Président,*

L. DU BUS DE WARNAFFE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XVI.

N° 3073. — *Demande du sieur Jean-Arnold BRAUN.*

MESSIEURS,

Le sieur Braun, né à Simmerath (Prusse), le 26 août 1857, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis son enfance et exerce la profession d'ouvrier de filature.

Il est marié et père de plusieurs enfants.

Il n'a pas satisfait aux obligations du service militaire, mais à raison de son âge, il n'est plus soumis à aucune prestation et s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Braun remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

Le Président,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XVII.

N° 3361. — *Demande de la dame Félicité DUPASQUIER.*

MESSIEURS,

La dame Dupasquier, née à Meyrieux-Trouet (France), le 5 août 1872, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 26 octobre 1902 et exerce à Etterbeek (Brabant) la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Dupasquier remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

Le Président,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XVIII.

N° 3339. — *Demande du sieur Arnold-Hubert OFFERMANNs.*

MESSIEURS,

Le sieur Offermanns, né à Richterich (Prusse), le 11 mai 1884, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 17 mai 1899 et exerce à Liège la profession d'industriel.

Il est célibataire.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Belgique et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Offermanns remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIX.

N° 3356. — *Demande de la dame Françoise PERGUET.*

MESSIEURS,

La dame Perguet, née à Limoges (France), le 12 novembre 1874, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 8 avril 1904 et exerce, à Molenbeck-Saint-Jean (Brabant), la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Perguet remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

4° Rapports faits, au nom de la Commission, par M. GENDEBIEN.

XX.

N° 5198. — *Demande de la dame Maria-Augusta Bourgeois.*

MESSIEURS,

La dame Bourgeois, née à Elwingen (Allemagne), le 4 août 1882, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 12 octobre 1901 et exerce, à Pecq (Hainaut), la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Bourgeois remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXI.

N° 5190. — *Demande de la dame Marie-Marguerite JEANROY.*

MESSIEURS,

La dame Jeanroy, née à Montreux (France), le 29 novembre 1884, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 1 octobre 1904 et exerce à Couillet (Hainaut), la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Jeanroy remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXII.

N° 5039. — *Demande de la dame Francine-Scolastique KERMARREC.*

MESSIEURS,

La dame Kermarrec, née à Guipavas (France), le 3 mars 1883, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 10 mai 1902 et exerce à Fontenoy (Hainaut) la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Kermarrec remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXIII.

N° 3217. — *Demande du sieur Nicolas-Joseph KESSEL.*

MESSIEURS,

Le sieur Kessel, né à Walhorn (Prusse), le 19 février 1860, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 9 mai 1892 et exerce à Welkenraedt (Liège) la profession de cultivateur.

Il a épousé une femme belge et est père de neuf enfants.

Il a été exempté du service militaire et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Kessel remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXIV.

N° 3154. — *Demande du sieur Louis PERRIN.*

MESSIEURS,

Le sieur Perrin, né à La Tour-du-Pin (France), le 15 février 1868 sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 20 juin 1901 et exerce à Chimay (Hainaut) la profession de jardinier.

Il a épousé une femme belge et est père d'un enfant.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en France et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Perrin remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXV.N° 3177. — *Demande de la dame Marie-Joseph SOUDRE.*

MESSIEURS,

La dame Soudre, née à La Broque (Allemagne), le 24 octobre 1881, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 10 janvier 1899, et exerce à Tournai (Hainaut) la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

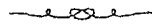
Votre Commission estime que la dame Soudre remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

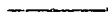
*Le Président,*JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

5° Rapports faits, au nom de la Commission, par M. HORLAIT.



XXVI.

N° 5240. — *Demande du sieur Victor HANZE.*



MESSIEURS,

Le sieur Hanze, né à Beaurieux (France), le 19 juin 1867, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis l'année 1886, et exerce à Rièzes (Hainaut), la profession de cultivateur.

Il est marié et père de cinq enfants dont quatre sont nés en Belgique.

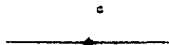
Il a été exempté du service militaire en France et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Hanze remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

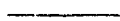
Le Rapporteur,
GRÉG. HORLAIT.

Le Président,
JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.



XXVII.

N° 5067. — *Demande du sieur David-Hersch KACZKA.*



MESSIEURS,

Le sieur Kaczka, né à Koniecpol (Russie), le 4 octobre 1872, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 19 février 1902 et exerce, à Bruxelles, la profession de tailleur d'habits.

Il est marié et père d'un enfant né en Belgique.

Il a satisfait aux obligations du service militaire. Il a été légalement dispensé du service militaire en Russie et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Kaczka remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,
GRÉG. HORLAIT.

Le Président,
JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1911.

STAATSBURGERSCHAP.

Verslag, namens de Commissie uitgebracht door den heer HORLAIT.

I.

N^o 3273. — *Aanvraag van den heer Hendrik-Olivier PONCIN.*

MIJNE HEEREN,

De heer Poncin, geboren te Malmédy (Pruisen) den 5ⁿ Februari 1831, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 21 Januari 1871 en is gevestigd te Luik als bestuurder eener nijverheidsinrichting.

Hij is ongehuwd.

Hij werd vrijgesteld van den krijgsdienst in Duitschland en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Bij koninklijk besluit van 22 Januari 1889 werd de verzoeker gemachtigd om zijne woonplaats in België te vestigen.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Poncin voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

GRÉG. HORLAIT.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

GEWOON BURGERSCHAP.

2^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer DE BUE.

II.

N^o 5004. — *Aanvraag van den heer Adriaan-Jozef Brot.*

MIJNE HEEREN,

De heer Brot, geboren te Mauves (Frankrijk) den 20ⁿ Februari 1879, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 26 Januari 1904 en is gevestigd te Sint-Jans-Molenbeek (Brabant) als onderwijzer.

Hij is ongehuwd.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in Frankrijk en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Brot voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

XAVIER DE BUE.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

III.

N^o 5558. — *Aanvraag van vrouw FRANCISCA CANET.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Canet, geboren te Albens (Frankrijk) den 19ⁿ December 1874, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 26 October 1902 en is gevestigd te Elterbeek (Brabant) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Canet voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

XAVIER DE BUE.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

IV.

N^o 3194. — *Aanvraag van vrouw Maria-Louiza COLLY.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Colly, geboren te Aussois (Frankrijk) den 16ⁿ December 1880, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 8 Januari 1904 en is gevestigd te Sint-Jans-Molenbeek (Brabant) als kloosterzuster-ziekenverpleegster.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Colly voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

XAVIER DE BUE.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

V.

N^o 3224. — *Aanvraag van vrouw Maria-Baptistina DAVID.*

MIJNE HEEREN.

Vrouw David, geboren te Saint-Michel-de-Maurienne (Frankrijk) den 5ⁿ Januari 1883, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 23 April 1903 en is gevestigd te Sint-Jans-Molenbeek (Brabant) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw David voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

XAVIER DE BUE.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VI.

N^r 5537. — *Aanvraag van den heer FRANZ WENZINER.*

MIJNE HEEREN,

De heer Wenziner, geboren te Gross-Wetzdorf (Oostenrijk) den 3^o Maart 1866, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 26 Juli 1893 en is gevestigd te Brussel als kleermaker.

Hij is gehuwd met eene Oostenrijksche vrouw en is vader van vier kinderen.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in zijn geboorteland en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Wenziner voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

XAVIER DE BUE.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

2. Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer DE KERCHOVE D'EXAERDE.

VII.

N^r 5145. — *Aanvraag van den heer Jan-Anselmus ADRIAANSEN.*

MIJNE HEEREN,

De heer Adriaansen, geboren te Bladel (Nederland) den 7ⁿ Juli 1878, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 27 Juni 1904 en is gevestigd te Veerle (Antwerpen) als onderpastoor.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in Nederland en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Adriaansen voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap,

De Verslaggever,

De Voorzitter,

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VIII.

N^r 5178. — *Aanvraag van vrouw Anna COHADE.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Cohade, geboren te Chappes (Frankrijk) den 19ⁿ December 1858, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 28 September 1901 en is gevestigd te Zinnik (Henegouw) als kloosterzuster.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Cohade voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

IX.

N^r 5293. — *Aanvraag van den heer Emiel Achilles-Gustaaf DE BADTS.*

MIJNE HEEREN,

De heer de Badts, geboren te Groede (Nederland) den 1ⁿ Mei 1862, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 15 April 1884 en is gevestigd te Antwerpen als scheepsmakelaar.

Hij is gehuwd en vader van twee kinderen waarvan één in België werd geboren.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in Nederland en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer de Badts voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

X.

N^r 3155. — *Aanvraag van den heer Cornelis-Willibrord-Frans DE BRUYN.*

MIJNE HEEREN,

De heer de Bruyn, geboren te Rozendaal en Nispen (Nederland) den 22ⁿ Februari 1862, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 3 Januari 1894 en is gevestigd te Eschen (Antwerpen) als brouwer.

Hij is gehuwd met eene Belgisch vrouw en is vader van acht kinderen, in België geboren.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in Nederland en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer de Bruyn voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XI.

N^r 5555. — *Aanvraag van vrouw Johanna-Valentina GÉRALD.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Gérald, geboren te Aix (Frankrijk) den 4ⁿ November 1880, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 21 October 1904 en is gevestigd te Sint-Jans-Molenbeek (Brabant) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Gérald voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XII.

N   5357. — *Aanvraag van vrouw Maria-Louiza-Antonia SOUBRE.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Soubre, geboren te Perpezat (Frankrijk) den 31ⁿ Maart 1879, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 17 September 1903 en is gevestigd te Sint-Jans-Molenbeek (Brabant) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Soubre voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIII.

N   5127. — *Aanvraag van den heer Willem-Karel VAN DER VELDEN.*

MIJNE HEEREN,

De heer van der Velden, geboren te Delfshaven-Rotterdam (Nederland) den 5ⁿ Maart 1874, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 6 September 1898 en is gevestigd te Hasselt als priester.

Hij heeft de verplichtingen van den krijdsdienst vervuld in Nederland en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer van der Velden voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIV.

N^o 2597. — *Aanvraag van den heer Jozef-Jan VAN HILST.*

MIJNE HEEREN,

De heer van Hilst, geboren te Besoijen (Nederland) den 13ⁿ Mei 1870, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1904 en is gevestigd te Herenthals (Antwerpen) als priester.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in België en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer van Hilst voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

3^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer DU BUS DE WARNAFFE.

XV.

N^o 5158. — *Aanvraag van vrouw Margareta-Maria-Alice-Luciana ARNAULD.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Arnould, geboren te Artonne (Frankrijk) den 11ⁿ Maart 1876, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 13 September 1901 en is gevestigd te Zinnik (Henegouw) als kloosterzuster.

Zij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Arnould voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XVI.

N^o 5075. — *Aanvraag van den heer Jan-Arnold BRAUN.*

MIJNE HEEREN,

De heer Braun, geboren te Simmerath (Pruisen) den 26ⁿ Augustus 1857, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne jeugd en is er gevestigd als wever.

Hij is gehuwd en vader van verscheidene kinderen.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst niet vervuld, doch uit hoofde van zijnen leeftijd is hij niet meer dienstplichtig. Hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Braun voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XVII.

N^o 5361. — *Aanvraag van vrouw Felicia DUPASQUIER.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Dupasquier, geboren te Meyricux-Trouet (Frankrijk) den 5ⁿ Augustus 1872, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 26 October 1902 en is gevestigd te Etterbeek (Brabant) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Dupasquier voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

L. DU PUS DE WARNAFFE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XVIII.

N^r 3339. — *Aanvraag van den heer Arnold-Huibert OFFERMANN.*

MIJNE HEEREN,

De heer Offermanns, geboren te Richterich (Pruisen) den 11ⁿ Mei 1884, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 17 Mei 1899 en is gevestigd te Luik als nij-veraar.

Hij is ongehuwd.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in België en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Offermanns voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIX.

N^r 3356. — *Aanvraag van vrouw Francisca PERGUET.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Perguet, geboren te Limoges (Frankrijk) den 12ⁿ November 1871, vraag gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 8 April 1904 en is gevestigd te Sint-Jans-Molenbeek (Brabant) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Pergnet voldoet aan al de vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

4^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer GENDEBIEN.

XX.

N^r 3195. — *Aanvraag van vrouw Augusta BOURGEOIS.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Bourgeois, geboren te Elwingen (Duitschland) den 4ⁿ Augustus 1882, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 12 October 1901 en is gevestigd te Pecq (Henegouw) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Bourgeois voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

L. GENDEBIEN,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXI.

N^r 3190. — *Aanvraag van vrouw Maria-Margareta JEANROY.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Jeanroy, geboren te Montreux (Frankrijk) den 29ⁿ November 1884, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 1 October 1904 en is gevestigd te Couillet (Henegouw) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Jeanroy voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXII.

N^r 3059. — *Aanvraag van vrouw Francina-Scolastica KERMARREC.*

MIJNE HEEREN,

Vrouw Kermarrec, geboren te Guipavas (Frankrijk) den 3ⁿ Maart 1883, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 10 Mei 1902 en is gevestigd te Fontenoy (Henegouw) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Kermarrec voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIII.

N^r 5217. — *Aanvraag van den heer Nikolaas-Jozef KESSEL.*

MIJNE HEEREN.

De heer Kessel, geboren te Walthorn (Pruisen) den 19ⁿ Februari 1860, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 9 mei 1892 en is gevestigd te Welkenraadt (Luik) als landbouwer.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw en is vader van negen kinderen.

Hij werd vrijgesteld van den krijgsdienst en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Kessel voldoet aan alle vereischen tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXIV.

N^o 5154. — *Aanvraag van den heer Lodewijk PERRIN.*

MIJNE HEEREN.

De heer Perrin, geboren te La Tour-du-Pin (Frankrijk) den 15ⁿ Februari 1868, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 20 Juni 1901 en is gevestigd te Chimay (Henegouwen) als tuinier.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw en is vader van één kind.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in Frankrijk en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Perrin voldoet aan alle vereischen tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXV.

N^o 5177. — *Aanvraag van vrouw Maria-Jozef SOUDRE.*

MIJNE HEEREN.

Vrouw Soudre, geboren te La Broque (Duitschland) den 24ⁿ October 1881, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 10 Januari 1899 en is gevestigd te Doornik (Henegouw) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekerster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Soudre voldoet aan alle vereischen tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

5^e Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer HORLAIT.

XXVI.

N^r 5240 — *Aanvraag van den heer Roland-Victor HANZE.*

MIJNE HEEREN,

De heer Hanze, geboren te Beaurieux (Frankrijk) den 19ⁿ Juni 1867, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1886 en is gevestigd te Rièzes (Henegouw) als landbouwer.

Hij is gehuwd en vader van vijf kinderen, waarvan vier in België werden geboren.

Hij werd vrijgesteld van den krijgsdienst in zijn geboorteland en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Bij koninklijk besluit van 7 Maart 1905 werd de verzoeker gemachtigd om zijne woonplaats in België te vestigen.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Hanze voldoet aan alle vereischen tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

GRÉG. HORLAIT.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XXVII.

N^r 3067. — *Aanvraag van den heer David-Hersch KACZKA.*

MIJNE HEEREN,

De heer Kaczka, geboren te Koniecpol (Rusland) den 4ⁿ October 1872, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 19 Februari 1902 en is gevestigd te Brussel als kleermaker.

Hij is gehuwd en vader van één kind, in België geboren.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld. Hij werd wettelijk ontslagen van den krijgsdienst in Rusland en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Kaczka voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

GRÉG. HORLAIT.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.
